

High-Level Symposium **Building Knowledge Societies**

from Vision to Action (9-10 December)

Palexpo Conference Center, Room C

In collaboration with the Swiss Federal Office of Communications (OFCOM)



UNESCO at the
World Summit on the Information Society (WSIS)

Towards Knowledge Societies Geneva, Switzerland

Vers les sociétés du savoir

Fin du Colloque de haut niveau sur les sociétés du savoir
organisé à l'occasion du SMSI

Résumé du Directeur général de l'UNESCO

Le 10 décembre 2003, M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, a récapitulé les deux jours de débat du Colloque de haut niveau intitulé "Construire les sociétés du savoir : de la vision à l'action", qui s'est tenu à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), à Genève.

Vingt orateurs, dont quatre chefs d'Etat, des ministres, des lauréats du Prix Nobel et d'éminents universitaires, ainsi que des représentants d'ONG et du secteur privé et des membres de la presse* ont assisté au Colloque.

* Sont intervenus dans l'ordre : M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, M. Nitin Desai, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le SMSI, M. Marc Furrer, Secrétaire d'Etat pour le SMSI, Directeur général, Office fédéral suisse de la communication, M. Adama Samassékou, Président du Comité préparatoire au Sommet mondial sur la société de l'information, S. E. Mme Vaira Vike-Freiberga, Présidente de la Lettonie, S. E. M. Joaquim Alberto Chissano, Président du Mozambique ; Président de l'Union africaine, M. Gary Becker, Prix Nobel d'économie (Etats-Unis d'Amérique), M. David Cunliffe, Ministre d'Etat et vice-ministre des finances, des revenus, des communications, Vice-ministre de la technologie de l'information de Nouvelle-Zélande, M. Monkombu S. Swaminathan, Président de la Fondation de recherche M. S. Swaminathan (Inde), M. Surapong Suebwonglee, Ministre de l'information et de la technologie des communications de Thaïlande, S. E. M. Valdas Adamkus, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour la construction des sociétés du savoir, Ancien président de Lituanie, M. Joergen Ejboel, Président du Conseil de JP-Politikens Hus

Les orateurs ont souligné que les technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris l'Internet, avaient suscité une nouvelle et inexorable révolution technologique dans laquelle services et produits fondés sur les compétences, le savoir et le savoir-faire jouent un rôle essentiel. Le SMSI pourrait donc exploiter les possibilités du numérique et élaborer sur cette base des solutions intégrant des contributions de toutes les parties prenantes. Mais au-delà, il doit aussi s'attaquer au problème parallèle du fossé des connaissances en faisant porter l'essentiel des efforts sur le renforcement des capacités afin de faciliter l'acquisition, l'assimilation et la diffusion du savoir, ce pourquoi la solution ne réside peut-être pas forcément dans le numérique.

Il faudrait tirer un meilleur parti des TIC pour atténuer la pauvreté à l'aide de diverses applications au développement et pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire. Les défis à relever à cet égard sont autant d'ordre sociétal que technique, car il faut trouver un juste équilibre entre préceptes technologiques et valeurs humaines, besoins, capacités et possibilités. La solidarité humaine et mondiale sont, au même titre que la nécessité de promouvoir le pluralisme, les objectifs prioritaires de cette quête. L'Afrique, notamment, a le plus grand besoin de technologies faciles à utiliser qui lui permettent de communiquer avec le reste du monde.

L'innovation technologique peut jouer un rôle crucial pour combler le fossé des connaissances. Dans la mesure où elles facilitent la production, l'acquisition, le stockage, l'utilisation, le partage et la diffusion de l'information, il est évident que les TIC offrent d'énormes possibilités, en particulier dans les domaines de la science et de l'éducation. Pour les sociétés du savoir le suprême défi sera de créer un environnement propice afin de poursuivre ces objectifs à divers niveaux, de produire les capacités nécessaires et des contenus accessibles à diverses communautés, de garantir la connectivité et de favoriser le dialogue.

Dans l'ensemble, la technologie a débouché sur de nouvelles formes de créativité humaine, de pluralisme et de gouvernance qu'il faut mettre en oeuvre dans le contexte de sociétés apprenantes basées sur la participation. La production, l'accumulation, la préservation et la diffusion des connaissances continuent de s'articuler autour de l'éducation. Pour que le plan d'action du SMSI et son application à l'éducation prennent tout leur sens, les orateurs ont préconisé des mesures et des stratégies sur plusieurs fronts : forte augmentation des investissements dans l'éducation, compte tenu de son rendement économique et social élevé ; création de systèmes éducatifs ouverts et souples ; mise en place de l'éducation tout au long de la vie ; promotion de l'éducation de qualité dans toutes ses dimensions ; introduction d'initiatives d'apprentissage basées sur les TIC - comme le téléenseignement, les bibliothèques virtuelles - en tirant parti des ressources des bibliothèques et musées. Il est en outre absolument nécessaire de résoudre le problème de la création de contenus locaux dans diverses langues.

(Danemark), M. Robert Martin, Directeur de l'U. S. Institute of Museum and Library Services (Etats-Unis d'Amérique), S. E. M. Olusegun Obasanjo, Président du Nigéria, S. E. M. Boris Trajkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, M. John Gage, responsable de la recherche et Directeur du bureau scientifique, Sun Microsystems (Etats-Unis d'Amérique), M. Lawrence Lessig, professeur, Stanford Law School (Etats-Unis d'Amérique), M. Abdul-Muyeed Chowdhury, Directeur exécutif, BRAC (Bangladesh), Mme Khedija Ghariani, Directrice générale de l'Agence tunisienne des fréquences, Ministère tunisien des technologies de la communication et du transport - modérateur : M. Stephen Cole, journaliste et producteur de la BBC.

Les orateurs ont rappelé que la forme et la signification du savoir variaient selon le contexte. Il faut le considérer en fonction de cultures et de traditions données et l'action devait donc tenir compte de la diversité culturelle et d'esprit.

Tous les orateurs sont convenus que la liberté d'expression des médias, traditionnels et nouveaux, de même que la libre circulation des idées et des connaissances et leur accès libre et démocratique, étaient des conditions sine qua non de la création de sociétés du savoir ouvertes et intégratrices.

Ils ont reconnu que les nouvelles formes de créativité rendues possibles par le développement des technologies numériques constituaient une raison supplémentaire de renforcer les capacités. La nécessité de revoir le régime qui s'applique actuellement à la propriété intellectuelle afin de l'adapter à l'évolution de l'environnement numérique et à son potentiel créatif a été soulignée.

Globalement, les participants au Colloque ont, au cours des débats, vigoureusement soutenu les quatre principes essentiels de l'UNESCO pour le SMSI et son suivi, à savoir : la liberté d'expression, l'accès à une éducation de qualité pour tous, la diversité culturelle et linguistique et l'accès universel à l'information et la connaissance, en particulier l'information relevant du domaine public.

Toutes les interventions sont en ligne à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/wsis/symposium/>.

L'UNESCO en bref

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est une agence spécialisée des Nations Unies. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous (article 1er de la Constitution de l'UNESCO). L'UNESCO poursuit son action à travers cinq grands programmes: l'éducation, les sciences exactes et naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture, et la communication et l'information. Le Siège de l'UNESCO est à Paris avec plus de 50 bureaux hors Siège et plusieurs instituts et centres dans le monde entier. Fondée en 1946, elle compte actuellement 190 États membres.